



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Metaleurop>

Actualité

Métaleurop

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2003 - N° 1030 - mars 2003 -

Date de mise en ligne : dimanche 19 novembre 2006

Date de parution : mars 2003

Description :

Les vraies causes du scandale des licenciements actuels ne sont jamais dénoncées.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Minamata (Japon), 1973, pollution au mercure.

Seveso (Italie), 1976, pollution à la dioxine.

Noyelles-Godault (France), 1894 à 2003, pollution au plomb.

J'habite à cinq kilomètres à vol d'oiseau du site Metaleurop, l'une des plus grosses fonderies de plomb de notre continent. Longtemps j'ai cru qu'habiter la campagne verdoyante du nord de la France était une bénédiction des dieux (ne riez pas, il y a moins de sursauts climatiques que dans la plupart des autres régions). Jusqu'au jour où j'ai appris que je vivais au cœur du territoire le plus pollué de notre pays dont Metaleurop représente l'un des fleurons les plus actifs : lorsque le vent est au nord, mon jardin reçoit "du plomb dans l'aile" et, l'été, mon cerisier et mes deux pruniers sont recouverts d'une fine poussière grisâtre... La fermeture de cette usine me touche à plus d'un titre. Une partie de ma famille y a travaillé, au début du siècle alors que l'usine s'appelait Malfidano - joli nom pour une empoisonneuse ! - et plus récemment lorsque celle-ci était régie par un consortium des Asturies (Espagne) sous le nom de Penarroya, ce n'est que depuis peu qu'elle a pris le nom de Metaleurop ; des proches y travaillent encore et feront bientôt partie de cette cohorte de chômeurs qui enorgueillissent les statistiques françaises. Bien entendu, chacun d'entre nous déplorera le sort des 830 personnes brutalement remerciées. On évoquera pendant quelques jours leur détresse et celle de leurs familles ainsi que la mise en difficulté des quelques entreprises de sous-traitance qui gravitent autour de cette usine : 2.000 emplois au total sont menacés. Dans le même temps, et au hasard d'une information, on apprendra que c'est le même "voyou" qui préside ou a présidé aux destinées (!) de Metaleurop et du cargo Prestige et qu'il sera bien difficile de l'aborder dans son confortable chalet suisse. (Blanchi par Bill Clinton alors qu'il "devait" 325 années de prison, le dénommé Marc Rich est le deuxième négociant du monde en pétrole). Le maire de Noyelles-Godault (la commune concernée), le député de la circonscription et quelques élus politiques et syndicaux défileront sous la neige, main dans la main, avec la population touchée. Quelques banderoles hésitantes sur lesquelles on devinera les mots "emploi", "travail", "vivre" illustreront la dernière marche dans les rues de la commune. On feindra d'oublier que celle-ci est également le fief du groupe Auchan (Auchan, Decathlon, Norauto, Kiabi,...). On précisera, chiffres à l'appui, qu'il sera impossible de dépolluer le site car cela reviendrait trop cher. Comme la douleur est grande, on ira jusqu'à menacer de mort le président de l'association écologiste qui aurait contribué à accélérer la fermeture de l'usine en réclamant des mesures dépolluantes, indispensables pour combattre la maladie du saturnisme qui touche 250 enfants. Car chacun restera convaincu que la solution à tous ces problèmes économiques et sociaux, en quelque endroit que ce soit, passe encore et toujours par l'emploi, la population dût-elle en crever.

Au risque de choquer certains, j'irai droit au but. Quand donc va-t-on se décider à rechercher les moyens de mettre un terme à cette hypocrite comédie de l'emploi ? Comment espérer redonner un emploi à la plupart de ces ouvriers de Metaleurop, en particulier à ceux qui ont dépassé la quarantaine, alors que le bassin d'activité de cette zone Hénin-Carvin connaît un chômage de 25% ? Est-ce trop demander à la collectivité de prendre en charge ces quelques centaines d'ouvriers en leur allouant 100% de leurs revenus jusqu'à la retraite ? Un fonds spécial ne peut-il être créé à cet effet ? Et que l'on ne vienne pas nous dire que cette mesure accroîtrait sensiblement le déficit budgétaire, que tout revenu passe obligatoirement par un emploi, ou encore que ce serait pure charité. Depuis la fin du XIX^{ème} siècle qui a vu s'ouvrir cette usine, a-t-on mesuré à sa juste valeur la contribution à l'essor de l'économie nationale de ces milliers de travailleurs qui se sont succédé, souvent de père en fils ? Oserait-on encore de nos jours faire travailler jusqu'à épuisement tel ou tel mineur silicosé qui, à cent mètres de Metaleurop, a exploité pendant d'interminables années une mine de charbon, autre ancienne richesse de cette région ? Comment qualifier la déclaration inconsidérée du président de la communauté de communes à la presse, qui place sur le même plan la perte de 830 emplois et le manque à gagner de 28% de taxe professionnelle ? Peut-on suivre le président de la région Nord-Pas de Calais lorsqu'il déplore, à l'occasion de ce sinistre, que « 50% du revenu de la population de sa

région provient de la protection sociale » ? Et alors ? Comprendra-t-on un jour qu'assujettir les revenus au travail qui se dérobe est devenu un problème sans solution, de même qu'assujettir les retraites au travail, à sa durée et à sa rémunération, renvoie au même problème sans solution ? Admettra-t-on un jour que ce qui compte c'est d'indexer les revenus, tous les revenus, sur la richesse d'un pays et de les distribuer à chacun, indépendamment de la formation, de la durée du travail et même du travail ? Ce jour-là, les élus de tous bords se seront donné une perspective autrement salutaire pour le devenir de nos sociétés dont la richesse globale s'accroît régulièrement et ils auront la satisfaction d'avoir mis fin à une détresse physique et morale qui n'a plus de raison d'être en ce début de XXIème siècle.